



SIX CARACTERISTIQUES FONDAMENTALES D'UN PARTI COMMUNISTE

Texte d'Alvaro Cunhal
ancien secrétaire général du Parti Communiste
Portugais

sources : <http://reveilcommuniste.over-blog.fr/article-six-caracteristiques-fondamentales-d-un-parti-communiste-texte-d-alvaro-cunhal-ancien-secretaire-ge-98339677.html>

Ecrit en 2001, ce texte est une analyse remarquable de la situation des sociétés capitalistes et du rapport des forces au niveau mondial au début du XXIème siècle, par ce grand intellectuel communiste qu'était l'ancien secrétaire général du Parti Communiste Portugais, Alvaro Cunhal. Ce texte rend compte des situations les plus complexes avec grande clarté et simplicité. Il affirme à juste titre que la révolution russe de 1917 a été le plus grand évènement du XXème siècle qui marquera pour toujours l'histoire de l'humanité. Également, l'auteur met l'accent sur l'offensive généralisée de l'impérialisme qui, sous la houlette des États-Unis, tente de maîtriser les ressources mondiales par la surexploitation et le pillage des peuples, ce qui a été amplement confirmé depuis par les guerres récentes à caractère colonialiste (Afghanistan, Irak, Lybie...) ainsi que celles dont menacent la planète les porteurs de guerre du capitalisme comme la nuée porte l'orage (Iran, Syrie...). Combien paraît aujourd'hui dérisoire la phrase de Fiterman, ce pitoyable opportuniste, qui affirmait que "désormais, la politique de la force avait fait place à la force de la politique" ; on ne voit pas la vie de la même manière lorsque l'on subit la surexploitation capitaliste que lorsque l'on est calé bien confortablement dans les prébendes des institutions de la "démocratie" bourgeoise.

Ce qui est remarquable, c'est qu'alors qu'en France, Hue, Buffet et la direction du PCF finissaient de se vautrer dans un des pires gouvernements de collaboration de classe que la France ait connu (1997-2002), Alvaro Cunhal écrivait ce texte d'une lucidité à toute épreuve, soulignant le besoin pour les partis communistes et autres partis révolutionnaires de ne surtout pas oublier les outils que nous ont légués nos prédécesseurs, à savoir le marxisme-léninisme, la conscience de classe et l'organisation. Son histoire personnelle liée à l'histoire du Portugal explique sans doute sa détermination, sa lucidité et son refus de succomber aux ors de la démocratie bourgeoise. Rappelons qu'il adhère au PCP à vingt ans, qu'il devient rapidement secrétaire général des jeunes communistes et qu'il passera, après la seconde guerre mondiale, onze années dans les geôles du fasciste Salazar, dont huit en isolement total, dont il s'évadera en 1960 pour devenir secrétaire général du PCP dans la clandestinité. Il décèdera en 2005. Dans le texte ci-dessous, Alvaro Cunhal définit six conditions pour qu'un parti puisse se réclamer du communisme, et notamment celle d'avoir comme objectif la construction d'une société sans exploiters ni exploités, à savoir une société socialiste, "l'échelle qui monte au communisme" comme dirait ma camarade Danielle... On voit mal comment il pourrait en être autrement dans nos pays gangrénés par une crise systémique du capitalisme, c'est-à-dire qui ne pourra être réglée qu'avec une rupture, un changement de système... le socialisme.

Pascal Brula



Texte rédigé pour le meeting international "Force et actualisation du marxisme", organisé par la fondation Rodney Arismendi à Montevideo le 15 septembre 2001. (Traduction PB pour Lepcf.fr)

1 - Le mouvement communiste, bilan et perspectives

Le XXe siècle sera éternellement marqué par la révolution russe de 1917, par le pouvoir politique du prolétariat et par la construction durable, pour la première fois dans l'histoire, d'une société sans exploiters ou exploités.

Avant il y avait des insubordinations, des rébellions et des révoltes, par les esclaves, les serfs, et par les classes exploitées et opprimées. Mais en aucun cas ces luttes avaient pour but (ou même accepté la possibilité) de construire une nouvelle société de libération.

Les mensonges de l'historiographie officielle, les grossières et diffamatoires campagnes anticommunistes, ainsi que le déni par certains de leur propre passé, rend nécessaire pour les communistes de rappeler ce qu'a été et ce qu'a signifié la révolution russe de 1917 et la construction de l'Union soviétique. Pour rappeler et justifier le fait que c'est le principal événement historique du XXème siècle et l'un des plus remarquables de l'histoire de l'humanité.

Il faut se rappeler que, lors de la Commune de Paris de 1871 également, événement ayant précédé la révolution russe, le prolétariat prit le pouvoir et, tout en faisant preuve d'un héroïsme de masse, commença la construction d'une nouvelle société. **A Paris, capitale de la France, le drapeau rouge de la classe ouvrière a claqué au vent pendant 102 jours, hissé sur la mairie.** Rappelons-nous aussi, la contre-attaque par les armées réactionnaires suivie d'une monstrueuse répression, le massacre de 30.000 parisiens, avec un total de 100.000 meurtres, exécutions et condamnations aux travaux forcés.

Mais il faut aussi souligner qu'avec la Commune de Paris même battue, c'était une nouvelle histoire de l'humanité qui commençait, annonçant l'aube de la révolution russe de 1917 qui, en fait, allait débiter le cours d'un nouveau système social, sans précédent dans l'histoire. Beaucoup oublient que, pendant plus d'un demi-siècle, ce système a gagné du terrain comme une alternative au système capitaliste. **Ce sont des événements qui resteront à jamais comme des références et des valeurs de l'humanité dans la lutte pour sa propre libération.**

La construction d'un nouvel État, exprimée dans la devise "*tout le pouvoir aux soviets des ouvriers, paysans et soldats*", signifiait l'instauration du pouvoir populaire et un élément fondamental de l'État et d'une démocratie "*mille fois plus démocratique que la plus démocratique des démocraties bourgeoises*".

Dans le domaine économique, avec le contrôle des travailleurs, la terre, les usines, les mines, les chemins de fer et les banques sont entrés en possession de l'État, de tout le peuple, ouvrant la voie à un développement fulgurant.

De même qu'avec les entreprises d'État, il y a eu un profond changement dans l'agriculture, avec la collectivisation de l'agriculture, dans laquelle les sovkhozes (unités d'État) et le mouvement de masse des kolkhozes (coopératives) ont joué un rôle clé.

Au niveau social, le droit au logement, à l'assistance médicale et à l'éducation ont été accordés. L'égalité des droits des femmes a été reconnue de facto. Les organismes culturels ont été libérés des mains des puissants.

L'Union Soviétique a réalisé de grands progrès et de telles avancées dans le domaine des sciences et des nouvelles technologies révolutionnaires, que cela lui a permis, parallèlement au développement économique et social, d'acquérir une puissance militaire qui, pour plusieurs décennies, l'a préservée de la politique agressive du capitalisme. Le fait qu'un soviétique a été le premier être humain à se libérer de la pesanteur de la terre et voler dans l'espace illustre ce succès spectaculaire.

Il est également nécessaire de ne pas oublier la contribution de l'Union soviétique au développement de la lutte des travailleurs et des peuples partout dans le monde, pour de nouvelles révolutions socialistes, pour la réalisation des droits fondamentaux des travailleurs dans les pays capitalistes, pour le développement du mouvement de libération nationale et, au prix de 20 millions de vies (dans l'action des armées, dans les camps de concentration, dans d'énormes massacres de populations sans défense), à la défaite de l'Allemagne hitlérienne pendant la Seconde Guerre mondiale, contribuant de manière décisive à sauver le monde de la barbarie fasciste.

Mais parler seulement de l'objectif et exposer de manière valorisante ces faits n'est pas suffisant. Il est essentiel, dans le même temps, d'effectuer une analyse critique et autocritique des aspects négatifs, des faits et des phénomènes qui se sont produits.

C'est une vérité élémentaire que l'effondrement de l'Union soviétique et d'autres pays socialistes résulte d'une série de circonstances externes et internes. Pas avec la même influence, car les facteurs internes ont eu un poids plus pertinent. Le fait est que, dans la construction d'une nouvelle société, il y avait un éloignement des idéaux et des principes du communisme, une détérioration progressive de la politique de l'État et du parti, bref, la création d'un "*modèle*" qui, avec la trahison Gorbatchev, a conduit à la défaite et à l'effondrement.

Le "*modèle*", qui était en cours de création, a donné lieu à un pouvoir fortement centralisé et bureaucraté, avec une conception administrative des décisions politiques, de l'intolérance concernant la

diversité des opinions et des critiques du pouvoir, l'usage et l'abus de mesures répressives, la cristallisation et la dogmatisation de la théorie.

Le pouvoir politique de la classe ouvrière et des masses laborieuses aura été en déclin. La nouvelle démocratie aura été en déclin. Le développement économique basé sur le militantisme et la volonté du peuple et qui avait atteint un rythme enivrant dans les premières décennies du pouvoir soviétique, aura été en déclin. La dialectique, inventive, aiguillon créateur de la théorie révolutionnaire, ayant dû nécessairement répondre à l'évolution de la réalité et aux expériences de la pratique, aura été en déclin.

L'examen de cette fin historique et de ces événements fatidiques, ainsi que les expériences du mouvement communiste international, place les partis communistes devant **la nécessité de redéfinir la société socialiste, ses objectifs et les fondements essentiels de son identité.**

Bien que contenu par le camp socialiste et par le processus révolutionnaire mondial jusqu'à la dernière décennie du 20ème siècle, le capitalisme a enregistré un développement qui l'a conduit, à la fin du siècle, à la suprématie au niveau mondial.

Deux facteurs ont déterminé cette situation. D'un côté, la disparition de l'Union Soviétique et des autres pays socialistes, l'affaiblissement du mouvement communiste international et du mouvement de libération nationale, la régression du processus révolutionnaire. De l'autre côté, les progrès du capitalisme dans le champ de la production, des sciences, de la recherche scientifique, des technologies révolutionnaires et du pouvoir militaire.

Il en a résulté à la fin du 20ème siècle, un changement du rapport des forces qui a permis à l'impérialisme de lancer une offensive gigantesque dans le but d'acquiescer une domination complète du monde entier.

Pour plus des trois quart du 20ème siècle, la tendance générale fut l'avancée du socialisme et des luttes de libération des peuples. Une tendance inverse a pris place durant la dernière décennie de ce siècle. Le changement du rapport des forces a rendu possible pour le capitalisme le lancement d'une offensive "globale".



(Photos de prison d'Alvaro Cunhal)

2 - L'offensive "globale" de l'impérialisme et les résistances

L'offensive impérialiste en cours a comme objectif déclaré et annoncé, d'imposer au monde entier, la domination complète du capitalisme comme seul système, universel et définitif. C'est le

sens fondamental de la théorie de la soi-disant "mondialisation". Il s'agit du plus grand danger et de la menace la plus sinistre de toute l'histoire de l'humanité.

Il est vrai que certains aspects et facteurs de développement objectif du capitalisme, conduisant à la "mondialisation", se faisaient déjà sentir. Ce fut le cas de l'internationalisation des procédés de production, des relations économiques et financières, de l'information et des médias, de la création de zones d'intégration économique. Il est aussi vrai que l'impérialisme, dans sa lutte "pour une division du monde", avait déjà l'arme des interventions militaires, des agressions et des guerres.

Cependant, l'offensive "globale" de l'impérialisme relève d'une autre question. Les États-Unis étant une force hégémonique fondamentale, l'offensive actuelle a lieu sur tous les fronts.

Comme instruments de l'offensive économique, il y a eu la création d'énormes groupes de sociétés transnationales, différents organismes internationaux avec des pouvoirs accrus pour imposer des règles et des politiques "légales" (FMI, Organisation Mondiale du Commerce, Banque Mondiale), la saisie des ressources et des secteurs stratégiques des pays les plus faibles, les coupures de crédit, les politiques économiques imposées par des organismes supranationaux aux états membres d'unions de nature fédérale, des mesures d'étranglement financier et de blocage économique visant à soumettre les pays qui s'opposent à l'offensive.

Les zones d'intégration économique sont devenues des zones d'intégration politique, avec des instances supranationales, des ministères supranationaux, la subordination effective des plus pauvres et des moins développés aux plus riches et plus puissants.

Ce processus a aiguë les contradictions du capitalisme. Il a entraîné un élargissement, même dans les pays capitalistes développés, des catégories sociales qui vivent dans une extrême pauvreté et, dans les pays sous-développés, des millions de gens qui meurent de faim.

En même temps, la compétition s'est accrue et a créé la possibilité de sérieux conflits entre les gigantesques pôles économiques et politiques, et entre les pays les plus riches et les plus puissants. En attendant, tous sont réunis (et ceci constitue un facteur nouveau) dans l'offensive "globale".

L'Accord Multilatéral sur l'Investissement (AMI) est significatif des grands projets et plans. Selon ce projet, les grands potentats économiques et financiers associés pourraient, avec le soutien militaire nécessaire, imposer, pays par pays, les formes d'exploitation, la saisie des secteurs vitaux de l'économie, le sort du capital investi et créé, et même, l'obligation aux gouvernements fantoches d'écraser toute les luttes et les révoltes de leurs travailleurs et de leurs peuples avec l'efficacité des mesures répressives. L'AMI est comme une charte constitutionnelle de l'impérialisme au service de son offensive économique et politique "globale".

Il est de notoriété publique que la divulgation de ce projet, élaboré sous l'égide des États-Unis, de la Grande-Bretagne, de la France et de l'Allemagne, a causé de telles réactions et indignations, qu'il a été retiré dans l'immédiat. Mais le fait est qu'il n'a pas été enterré et qu'il fera l'objet d'un examen ultérieur.

Au même niveau, et parfois comme outil direct de l'offensive économique (étroitement liée à l'action politique et diplomatique), l'offensive militaire a comme instruments une nette supériorité en armes, à savoir les États-Unis et l'OTAN comme force supranationale autonome, mais dominée et commandée, en fait, par les États-Unis.

L'offensive militaire se traduit par des ultimatums, des bombardements, des interventions armées, l'armement et la promotion de groupes rebelles contre les gouvernements démocratiques, des interventions pour imposer des gouvernements tyranniques et des gouvernements fantoches, des agressions et des guerres contre les pays qui s'opposent courageusement à la domination des États-Unis et des autres pays impérialistes, des attaques par des organisations terroristes et des actions militaires de terrorisme d'État.

En plus de cela, nous devons faire face à la monstrueuse institutionnalisation d'un tribunal politique international commandé par l'impérialisme et permettant de condamner à la prison à vie, les gardiens éminents de leurs peuples et de leurs pays.

Et aussi à la destruction massive de l'atmosphère, des fleuves et des océans par les pays les plus développés et le pillage et la destruction des ressources naturelles des pays sous-développés, entraînant la destruction de l'équilibre écologique dans de vastes régions du globe.

Tous les aspects de cette offensive atteignent un niveau encore jamais atteint et font partie du processus d'intégration mondiale par les forces impérialistes et leur offensive "globale".

Comme perspective, l'impérialisme proclame que son offensive est irrésistible et irréversible, et annonce, au final, la stabilité et la stabilisation définitive du système. En termes idéologiques, il annonce l'universalisation de la pensée, la fin des idéologies et le règne de la "*pensée unique*".

Mais l'offensive n'est ni irrésistible, ni irréversible. Car avec ces idées, propagées par la propagande, en fin de compte, l'impérialisme tente de se tromper lui-même. C'est-à-dire que, son objectif déclaré, d'une ambition folle, représente l'utopie actuelle du capitalisme. L'utopie parce que, d'un côté, le capitalisme, par sa propre nature, est déchiré par ses contradictions et les problèmes qu'il ne peut surmonter ; et parce que, d'un autre côté, il y a des forces qui s'opposent, qui résistent et qui, par leur propre renforcement, peuvent empêcher le capitalisme d'atteindre cet objectif.

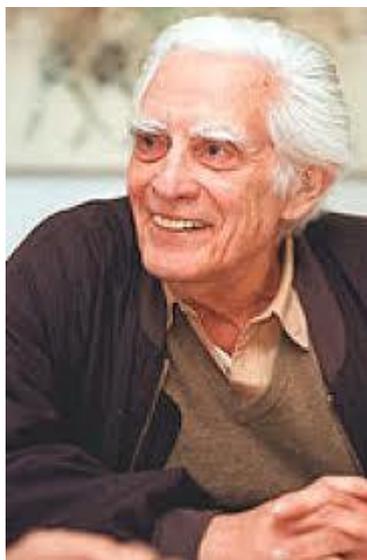
Ces forces sont :

- Les pays qui, avec les communistes au pouvoir, ont pour objectif la construction d'une société socialiste, quoique par des chemins bien différents.
- Le mouvement ouvrier, encore appelé le mouvement syndical.
- Les partis communistes ou autres partis révolutionnaires, luttant avec détermination et courage.
- La résistance potentielle de pays capitalistes actuellement dominés et exploités par l'impérialisme, avec une vraie perte de leur indépendance nationale.
- Les nouveaux mouvements de libération nationale.
- Les mouvements défenseurs de l'environnement, contre le pouvoir et les décisions des pays riches et directement contre la "mondialisation".

Ces forces sont fondamentales pour empêcher la domination du monde entier par l'impérialisme. Mais en avoir conscience ne suffit pas. Il est essentiel d'avoir aussi une action correspondante. Il est nécessaire de les renforcer et de s'employer à les faire coïncider et converger.

C'est le seul moyen pour arrêter, entraver et empêcher l'avance de cette offensive impérialiste afin de créer les conditions de son éventuelle défaite et déterminer un changement dans la situation internationale.

Il faut aussi rappeler que l'impérialisme ne se limite pas à une attaque frontale sur plusieurs fronts. Il essaye activement de diviser les forces qui lui résistent, de les miner de l'intérieur, de les conduire à abandonner le combat, à l'autodestruction et au suicide. Dans certains cas, ils ont pu réussir. Mais, dans beaucoup d'autres, il y a eu renforcement, revitalisation, influence croissante et initiatives des forces d'opposition. Il est important de faire connaître et valoriser les exemples qui confirment cette appréciation.



3 - La démocratie et le socialisme

L'objectif de construire une société socialiste ne gêne en rien le fait que les partis communistes aient des solutions à court et moyen terme et des objectifs qui proposent des alternatives à la situation actuelle.

Toutefois, **méfiance**. Analyser la situation et définir une politique doivent découler des réalités de base du capitalisme, et les concepts fondamentaux correspondants provenir de la **théorie révolutionnaire du prolétariat**, à savoir :

- ▶ La division de la société en classes, quelques-uns exploitent et tous les autres sont exploités,
- ▶ La lutte des classes,
- ▶ Les politiques de classes des gouvernements.

Ce sont des réalités et des concepts. Leur découverte n'est pas due à Marx et Engels, mais à des économistes et des philosophes. Ce qui est nouveau dans le marxisme, c'est l'analyse de situations concrètes économiques et politiques basées sur ces concepts.

Il est vrai que, dans des situations prérévolutionnaires ou autres, dans lesquelles un équilibre temporaire des classes existe, un pouvoir politique fortement conditionné peut, dans des circonstances particulières, mettre en œuvre une politique qui n'est pas au service du capital. Il peut même mettre en œuvre des mesures progressistes de caractère anticapitaliste. Ces situations sont toutefois exceptionnelles et de courte durée.

Ce n'est pas le cas des pays capitalistes avec des démocraties bourgeoises. Dans ces derniers, le pouvoir politique sape les quatre facettes de la démocratie :

Economique – par la propriété du grand capital sur les secteurs de base de l'économie et la soumission des politiques au pouvoir économique.

Social – par l'exploitation et la misère des travailleurs et du peuple et la concentration des richesses dans un nombre limité de fortunes gigantesques.

Culturel – par la propagande idéologique du grand capital, un système éducatif discriminatoire pour les enfants de la classe ouvrière, la propagande des idées obscurantistes, les attaques contre la créativité artistique, la multiplication des sectes religieuses.

Politique – par les abus et l'absolutisme du pouvoir et la liquidation des institutions et des mécanismes de contrôle démocratique, les changements anticonstitutionnels de la légalité et des compétences des institutions souveraines quand la loi s'avère être insuffisante pour l'exercice du pouvoir absolu par le grand capital.

Et toutes ces régressions sont développées sous le prétexte de la nécessaire "*stabilité*" et de "*l'État de droit*".

La dégradation de la démocratie politique – conjointement avec les conflits spectaculaires et théâtraux des machinations parlementaires, du carriérisme, de l'impunité et de la corruption – provoque le discrédit de la politique et des politiciens.

En attendant, la politique est une activité nécessaire et les communistes et les autres vrais démocrates doivent la faire différemment, avec une bien meilleure pratique politique, en se distinguant de la discrédité soi-disant "*classe politique*".

Les puissants moyens médiatiques (journaux, magazines, stations de radio et de télévision, audiovisuel), propriété et instrument des grands monopoles, ne constituent pas une nouvelle puissance indépendante, comme le voudraient certains, mais un instrument du grand capital dans sa liaison dominante avec les gouvernements.

La lutte pour la démocratie est un des objectifs centraux de l'action des partis communistes. Ainsi, il est nécessaire de définir les éléments fondamentaux de cette démocratie.

D'un gouvernement, on doit exiger la simultanéité et la complémentarité de ses compétences fondamentales. Il est insuffisant qu'un gouvernement s'affirme démocratique. Il se doit aussi d'être démocratique dans les faits.

Il est également nécessaire de définir plus concrètement, dans chaque situation spécifique, le type de démocratie pour lequel on lutte. Dans une situation donnée, à un moment donné, la lutte pour la démocratie peut, par exemple, donner une grande pertinence à la lutte pour le renforcement des éléments de démocratie directe et participative conjointement à la démocratie représentative.

Les élections sont un des éléments de base du régime démocratique, mais seulement si elles respectent l'égalité et s'il n'y a pas d'abus de pouvoir, de discrimination et d'exclusion. **Si ces conditions ne sont pas remplies, les élections deviennent une fraude, un sérieux coup à la démocratie et un instrument de la monopolisation du pouvoir, par l'alternance des forces politiques au service du capital.**

Une "*démocratie avancée*", pour laquelle luttent un certain nombre de partis communistes, est définie comme un régime démocratique qui précède des développements progressifs de caractère non capitaliste (comme les nationalisations de plusieurs secteurs de l'économie et la liquidation des propriétaires terriens).

Indépendamment de la forme, étant donné l'objectif de la lutte pour la démocratie à un moment donné, les communistes ne peuvent pas être, ne veulent pas être, et ne sont surtout pas isolés.

La compréhension de la lutte des classes, réalité omniprésente de la société comme moteur de l'histoire, ne peut rentrer en contradiction, voire exclure le besoin d'alliances sociales et politiques de la classe ouvrière et de son parti pour des objectifs concrets immédiats, étant donné que les relations des forces politiques sont fixées par les relations entre les classes sociales. La définition concrète de ce que ces alliances peuvent être, exige, premièrement, l'évaluation concrète des alliances objectivement considérées d'un point de vue social et, ensuite, la définition, dans la mesure du possible, de ce que représente tel ou tel parti comme classe sociale et de ce qui constitue la base de son soutien social.

Il n'y a pas deux situations identiques. Elles peuvent être, dans tel ou tel pays, des situations économiques, sociales et politiques similaires. Mais il y a toujours des différences qui demandent des réponses différentes. Il n'y a pas de solutions universelles ni "*recettes*". Copier des solutions conduit à des orientations qui ne correspondent pas aux exigences de la réalité concrète.

Les grandes découvertes scientifiques et technologiques révolutionnaires provoquent de profonds changements dans la composition de la classe ouvrière et dans la composition sociale des sociétés des pays développés. La définition des alliances sociales – la base des alliances politiques – est donc devenue particulièrement complexe.

À cet égard, les définitions sont loin d'être claires. **Dans de nombreux pays à démocratie bourgeoise, certains partis démocratiques appelés partis communistes, ont défini comme objectif une soi-disant politique de "*gauche*".** Il y a des cas où, dans l'orientation de ces partis, le mot "*gauche*" exclut le soutien ou la participation à des politiques de "*droite*". Dans ces cas, il a un sens clair et positif. Cependant, **dans la plupart des pays, le mot "*gauche*" dans le dictionnaire politique moderne a une signification imprécise, pleine d'incertitude, contradictoire, et objectivement confuse.** Lorsque sont définis les partis de "*gauche*" ou des secteurs de la "*gauche*", sont fréquemment inclus, avec l'"*extrême-gauche*" anticommuniste, les partis socialistes et sociaux-démocrates, qui, dans leur action politique défendent et pratiquent des politiques de "*droite*".

La même chose est valable en ce qui concerne les gouvernements dits de "*gauche*". L'expérience montre que, dans certains cas, la participation des communistes dans les gouvernements de partis socialistes ou sociaux-démocrates, compris comme étant de "*gauche*", implique la participation à la mise en œuvre de politiques de "*droite*".

Nous devons définir comme un objectif, les quatre facettes de la démocratie, nous devons lutter pour cette démocratie et non pas proclamer une politique qui inclut la participation (ou l'objectif pour l'atteindre) à des gouvernements comme tous ceux qui se proclament de "*gauche*" et sont en fait les instruments du grand capital, des sociétés transnationales, des pays riches les plus puissants, et de l'actuelle offensive "*globale*" de l'impérialisme qui cherche à imposer sa domination au monde entier.

C'est aussi le cas avec ce que l'on appelle les "*pactes de stabilité*" signés par les partis et syndicats réformistes, et qui sacrifient les droits fondamentaux des travailleurs avec l'intention de surmonter la présente crise du capitalisme.

Ce n'est pas le chemin exigé par la lutte des travailleurs, des peuples et des nations. C'est le rôle des partis communistes (et d'autres révolutionnaires) de définir le chemin nécessaire, en fonction des conditions concrètes de leurs pays, avec conviction, courage et leur identité communiste.



4 - Les conditions d'existence des partis communistes

Le cadre des forces révolutionnaires qui existent dans le monde a changé durant les dernières décennies du XXe siècle. Le mouvement communiste international et les partis le composant ont subi de profondes modifications suite à la chute de l'URSS et des autres pays socialistes et de la victoire du capitalisme dans sa rivalité avec le socialisme.

Il y a des partis qui ont nié leur passé de lutte, leur nature de classe, leur objectif d'une société socialiste et leur théorie révolutionnaire. Dans plusieurs cas, ces partis ont intégré le système et ont fini par disparaître.

Cette nouvelle situation au sein du mouvement communiste international a ouvert des espaces dans la société dans laquelle d'autres partis révolutionnaires ont assumé la relève et, dans les conditions concrètes de leur pays, se sont identifiés aux partis communistes sur des aspects importants et parfois avec leurs objectifs et leur action.

Ainsi, lorsque nous parlons aujourd'hui du mouvement communiste international, nous ne pouvons pas, comme dans le passé, tracer une ligne entre les partis communistes et tous les autres partis révolutionnaires. Le mouvement communiste a maintenant une nouvelle composition et de nouvelles limites.

Ces développements ne signifient pas que les partis communistes, avec leur identité propre, ne sont pas nécessaires à la société. Au contraire. Avec les éléments fondamentaux qui les caractérisent, les partis communistes sont nécessaires, indispensables et irremplaçables. Mais de la même manière qu'il n'y a pas de "modèle" de société socialiste, il n'y a pas de "modèle" de parti communiste.

Avec des réponses concrètes différentes à la situation concrète, il est possible d'identifier six caractéristiques fondamentales d'un parti communiste, qu'il ait ce nom ou un autre :

1 – Un parti qui est complètement indépendant des intérêts, de l'idéologie, des pressions et des menaces du capital.

L'indépendance du parti est une composante de l'identité d'un parti communiste. Elle s'affirme dans sa propre action, ses propres objections, sa propre idéologie. Un écart avec ces caractéristiques essentielles n'est en aucune façon une démonstration d'indépendance, mais, au contraire, un renoncement à l'indépendance.

2 – Un parti de la classe ouvrière, des travailleurs en général, des exploités et des opprimés.

Selon la structure sociale de la société de chaque pays, la composition sociale des membres du parti et sa base de soutien peuvent être très diverses. En tous les cas, il est essentiel que le parti ne soit pas fermé sur lui-même, en confrontation interne, mais tourné vers l'extérieur, vers la société, ce qui signifie qu'il n'ait pas seulement, mais surtout, des liens étroits avec la classe ouvrière et les masses laborieuses. Négliger cette caractéristique ainsi que perdre son caractère de classe a conduit certains partis à un déclin vertigineux et, dans certains cas, à l'autodestruction et la disparition.

Le remplacement de la nature de classe du parti par la conception d'un "*parti des citoyens*" masque l'existence de citoyens exploités et de citoyens exploités et conduit le parti vers une position neutre dans la lutte des classes – ce qui, dans la pratique, désarme le parti et les classes exploitées et le transforme en un instrument appendiculaire de la politique de la classe exploiteuse dominante.

3 – Un parti avec une démocratie interne et une direction centrale unique.

Une démocratie interne est particulièrement riche en vertus, à savoir : travail collectif, direction collective, congrès, assemblées, débats dans tout le parti sur les questions fondamentales d'orientation politique et d'action, décentralisation des responsabilités et élections de toutes les directions.

L'application de ces principes doit correspondre à la situation politique et historique à laquelle le parti est confronté. Dans des conditions d'illégalité et de répression, la démocratie est limitée par l'impératif de la défense. Dans une démocratie bourgeoise, la qualité visée peut et doit être largement et pleinement appliquée.

4 – Un parti qui est à la fois internationaliste et qui défend les intérêts de son pays.

Contrairement à ce qui était défendu autrefois dans le mouvement communiste, il n'y a aucune contradiction entre ces deux éléments dans l'orientation et l'action des partis communistes. Chaque parti est solidaire avec les partis, les travailleurs et les peuples des autres pays. Mais, avec conviction, il est un défenseur des intérêts et des droits de son propre peuple et de son pays. L'expression "*parti internationaliste et patriotique*" a une signification pleine et entière en cette fin de XX^{ème} siècle. On peut inclure comme valeur internationaliste, la lutte à l'intérieur de son pays et comme valeur de la lutte interne, les relations de solidarité avec les travailleurs et les peuples des autres pays.

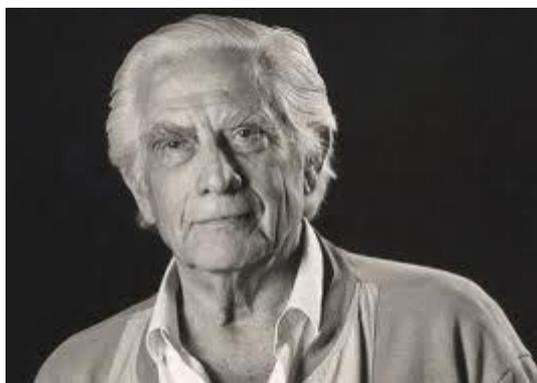
5 – Un parti qui définit comme objectif la construction d'une société sans exploités ni exploités, une société socialiste.

Cet objectif est également complètement moderne. Mais les expériences positives ou négatives de construction du socialisme dans un certain nombre de pays et les profonds changements dans la situation globale, demandent une analyse critique du passé et une redéfinition de la société socialiste, objectif des partis communistes.

6 – Un parti avec une théorie révolutionnaire, le marxisme-léninisme, qui permet non seulement d'expliquer le monde, mais aussi de montrer la voie de sa transformation.

Déniant toutes les campagnes anticomunistes diffamatoires, le marxisme-léninisme est une théorie vivante, antidogmatique, dialectique et créative qui est enrichie par la pratique et les réponses qu'elle est appelée à donner en face de nouvelles situations et phénomènes. Elle dynamise la pratique, s'enrichit et se développe de façon créative avec les leçons de la pratique. Nous devons à Lénine et à son travail "*L'impérialisme, stade suprême du capitalisme*", la définition du capitalisme à la fin du XIX^{ème} siècle. Ces développements théoriques ont une valeur extraordinaire. Il en va de même pour la recherche et la systématisation des connaissances théoriques. Dans une synthèse extraordinairement rigoureuse et claire, un texte séminal de Lénine décrit "*les trois sources et les trois parties constitutives du marxisme*". En philosophie, le matérialisme dialectique, et dans ses applications à la société, le matérialisme historique. En économie politique, l'analyse et l'explication du capitalisme et de l'exploitation, **dont la pierre angulaire est la théorie de la plus-value**. Dans la théorie du socialisme, la définition d'une nouvelle société avec la fin de l'exploitation de l'homme par l'homme.

Tout au long du XX^{ème} siècle, avec les transformations sociales, de nouvelles et nombreuses réflexions théoriques ont eu lieu dans le mouvement communiste. Cependant, elles se sont présentées comme diverses



et contradictoires, rendant difficile la distinction du fondement de ces développements théoriques et des positions révisionnistes par rapport aux principes fondamentaux. Cela amène à conclure au caractère impératif des débats, sans idées préétablies ou vérités absolues, et sans établir de conclusion définitive, mais obligeant à un approfondissement de la réflexion commune.

Nous souhaitons que le meeting international de la fondation Rodney Arismendi, en septembre de cette année, apporte une contribution positive à l'accomplissement de cet objectif.

Alvaro Cunhal
Septembre 2001